



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

ARRÊTE PRÉFECTORAL n°20221004-DEC-DAEN0816 du **08 NOV. 2022**
portant prescriptions complémentaires applicables
à la société REFRESCO France sur la commune de Margès

La Préfète de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-20, R.512-69 et R.512-70 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016313-0010 du 8 novembre 2016 autorisant la société REFRESCO France à exploiter une installation de production de boissons non alcoolisées sur le territoire de la commune de Margès ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 202020105-DEC-DAEN0004 du 15 avril 2022 autorisant la société REFRESCO France à exploiter une unité de traitement anaérobie et aérobie de ses effluents industriels sur le territoire de la commune de Margès ;

Vu l'analyse méthodique des risques liés à la prolifération de *Legionella Pneumophila* réalisée le 12 septembre 2022 par la société REFRESCO pour son site situé sur la commune de Margès ;

Vu les résultats du prélèvement effectué sur le circuit « TAR Froid » le 7 juillet 2022, émis par la société DROME LABO, concluant à une concentration de 50 000 UFC/L, soit un dépassement de seuil de 1 000 UFC/L mais inférieur à 100 000 UFC/L fixé par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 ;

Vu les résultats du prélèvement effectué sur le circuit « TAR Froid » le 21 juillet 2022, émis par la société DROME LABO, concluant à une concentration de 2 100 UFC/L, soit un dépassement de seuil de 1000 UFC/L mais inférieur à 100 000 UFC/L fixé par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 ;

Vu les résultats du prélèvement effectué sur le circuit « TAR Froid » le 3 août 2022, émis par la société DROME LABO, concluant à une concentration de 1 100 UFC/L, soit un dépassement de seuil de 1000 UFC/L mais inférieur à 100 000 UFC/L fixé par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 ;

Vu les résultats du prélèvement effectué sur le circuit « TAR Froid » le 11 août 2022, émis par la société DROME LABO, concluant à une concentration de 5 000 UFC/L, soit un dépassement de seuil de 1000 UFC/L mais inférieur à 100 000 UFC/L fixé par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 13 octobre 2022 et son absence d'observation ;

Considérant les dépassements récurrents du seuil de 1000 UFC/L et inférieurs à 100 000 UFC/L en concentration en *Legionella Pneumophila* constatés depuis le prélèvement du 7 juillet 2022 ;

Considérant que depuis juin 2021, l'exploitant a régulièrement des résultats en *Legionella Pneumophila* supérieurs à 100 UFC/L, 200 ou 300 UFC/L, voire supérieurs à 1000 UFC/L ;

Considérant que l'exploitant n'a pas pu identifier la ou les cause(s) de ces dérives à ce jour ;

Considérant que, dans ces conditions, le risque de dispersion dans l'environnement de *Legionella pneumophila* n'est pas maîtrisé et que cette situation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que sur la base de la révision complète de son analyse méthodique des risques, l'exploitant doit identifier l'ensemble des facteurs de risques de l'installation, prévenir tout dépassement ultérieur et définir une stratégie de traitement adaptée pour aboutir à la maîtrise du risque légionelle ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La société REFRESCO France dont le siège social est situé à Margès est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Margès et Saint-Donat-sur-l'Herbasse, au Site de DELIFRUIT – 2885 Route des Pangons – 26260 Margès, une installation de production de boissons non alcoolisées.

Ces dispositions sont prises dans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 :

En application de l'article 26.II.4 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, l'exploitant réalise, dans les meilleurs délais et sans excéder 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, un réexamen des différentes composantes permettant la prévention du risque légionellose, notamment la conception de l'installation, l'état du circuit, l'analyse méthodique des risques, le plan d'entretien, le plan de surveillance, la stratégie de traitement de l'eau, ou toute autre étude jugée nécessaire pour supprimer les dérives répétées constatées depuis le 7 juillet 2022.

Dans les 15 jours, à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant de la commande à la société mandatée pour réaliser le réexamen susvisé.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 4 :

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de MARGES pendant une durée minimum de un mois.

Le maire de MARGES fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 :

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection de l'environnement et le maire de Margès sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **08 NOV. 2022**

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale

Marie ARBOUARC'H

